Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique

86 (2002)
Démocratie, pouvoirs et propagande en France au XXe siècle

Philippe Goujard

Les *Aufklärer* : « misère allemande » ou impuissance structurelle ?

Avertissement
Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.
Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.
Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique
Philippe Goujard, « Les *Aufklärer* : « misère allemande » ou impuissance structurelle ? », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 86 | 2002, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 15 novembre 2013. URL : http://chrhc.revues.org/1717

Éditeur : Association Paul Langevin
http://chrhc.revues.org
http://www.revues.org

Document accessible en ligne sur :
http://chrhc.revues.org/1717
Document généré automatiquement le 15 novembre 2013. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.
© Tous droits réservés

Philippe Goujard

Les *Aufklärer* : « misère allemande » ou impuissance structurelle ?

Pagination de l'édition papier : p. 101-112

1 Au temps que l'écriture de l'histoire cédait volontiers au plaisir malsain de dire la norme pour mieux distribuer les bons et mauvais points entre les classes et les peuples méritants et ceux qui ne l'étaient pas, il était assez habituel d'opposer les Français, ou plus précisément la bourgeoisie française, aptes à conduire des révolutions mais médiocres à en élaborer la théorie, aux Allemands plus capables de théoriser les révolutions sociales que de les faire. Cette interprétation avait ses cautions que je n'oserai dire bourgeoises : K. Marx dans *La Sainte Famille* ou H. Heine lorsqu'il parla de la *Misère allemande.*

2 Dans leur sillage, un consensus s'est longtemps dégagé pour opposer la timidité de la bourgeoisie de talents allemande à la radicalité politique de la bourgeoisie française et souligner la tendance de la première à préférer l'idéalisme spéculatif, fût-il critique, à la volonté de changer le monde. Cette question a d'autant plus intrigué que les Lumières avaient fortement pénétré en Allemagne, y prenant une tonalité propre.

3 Deux raisons peuvent justifier une critique de ce jugement. Il considère l'évolution française comme un modèle. Surtout, il oublie trop que l'opposition théorie/pratique ou abstrait/concret a été conceptualisée au XIXe siècle. Sans vouloir tomber dans l'historicisme ni me perdre dans la question des origines de cette opposition, je soulignerai que les Lumières assimilaient pensée et action, la pensée étant une action. L'éducation, qui fut, comme je le dirai bientôt, au centre des préoccupations des sociétés de pensée allemande, était conçue comme une action de transformation de la société. Aux yeux de la plupart des penseurs éclairés, l'éducation, comme moyen de libération de l'obscurantisme, était beaucoup plus efficace qu'une révolte populaire que beaucoup regardaient avec méfiance.

4 Dès lors, la question n'est pas de savoir si cette pensée était « idéaliste » ou pas, ni même de savoir si les *Aufklärer* perdirent un combat faute de l'avoir livré, elle est de savoir quelles forces sociales ontpartagé cette façon de voir et quelles étaient sa puissance et son influence afin de mesurer les effets de son ambition à changer le monde par une modification des valeurs dominantes de la société.

5 Il convient de dresser d'une manière qui ne peut être que schématique l'état de la société allemande dans les années 1770-1780, moment où la bourgeoisie de talents cherche sa place dans la société allemande et veut participer à ses débats. La division de la société allemande en ordres – *Ständestaat* – était beaucoup plus rigide qu'elle ne l'était en France. La représentation politique des ordres dans les diètes ne contribuait pas peu à leur maintien. La grande majorité des Allemands se considéraient comme appartenant à leur ordre, regardant avec mépris ou considération les membres des ordres inférieurs ou supérieurs dans la hiérarchie des dignités. La domination de la noblesse était moins contestée en France ; les politiques des États absolutistes éclairées renforçaient cette domination, même si la noblesse ne percevait pas toujours ce phénomène. Au vrai, les conflits entre noblesse et États n'eurent jamais la gravité qu'ils purent avoir en France.

6 Un autre élément caractérisait cette société allemande, son confessionnalisme. Certes depuis les traités de Westphalie, les conflits armés n'opposèrent plus des États de confession différente ; les guerres menées contre les prétentions hégémoniques de Louis XIV avaient vu s'allier des États naguère violemment opposés par des querelles religieuses. Mais, dans le cadre de ce qui n'était qu'une cohabitation pacifique, chaque confession avait cherché, surtout dans le cadre des villes bi-confessionnelles, à se donner des traits spécifiques d'identité [1]. Ainsi s'étaient constituées des barrières d'autant plus infranchissables qu'elles étaient invisibles entre des communautés qui vivaient enfermées sur elles-mêmes et entretenaient avec l'autre ou les autres communautés des relations n'allant jamais au-delà de l'indispensable [2]. On sait enfin

que l'émiettement politique caractérisait une Allemagne divisée en 350 États, chacun ayant ses problèmes particuliers. Cela limitait l'ampleur des débats qui restaient très provincialisés. Il faut ici souligner l'importance de la censure, en particulier dans les petits États, le cas de la Weimar de Goethe et de Schiller étant exceptionnel. Ou plutôt, le moindre désir qu'en France ou en Angleterre de « donner son avis sur » (A. Farge) rendait la censure plus efficace.

7 Or se développa dans la seconde moitié du XVIIIe siècle allemand une « bourgeoisie de talents » de composition hétérogène puisqu'elle rassemblait des rentiers érudits, des médecins, des juristes et des individus désignés du terme vague de *Schriftsteller,* même si leurs œuvres complètes se limitaient à la publication d'une note érudite de deux pages sur l'origine grecque de leur ville, mais aussi des fonctionnaires, dont R. Capa a montré qu'ils étaient, dans l'Europe du XVIIIe siècle une catégorie sociale en formation [3] ; sans oublier les clercs des trois confessions qui, suivant les exemples de Herder et de Campe, considérèrent qu'ils avaient pour mission d'enseigner une morale plutôt que de transmettre des dogmes. En vérité, il est plus difficile de définir ce groupe composite et même fourre-tout par ce qu'il était que par ce qu'il n'était pas. Cette catégorie n'était ni la bourgeoisie patricienne, ni la petite bourgeoisie rentière, ni la bourgeoisie traditionnelle des petits et moyens marchands travaillant pour le marché local ; elle n'était pas enfin la bourgeoisie du grand négoce international. Ou, plutôt, elle rassemblait des individus issus de ces catégories sociales, les unissant autour de valeurs et d'idées communes, celles de l'*Aufklärung*. Elle s'était développée en grande partie dans le cadre d'un progrès culturel incontestable et parfois spectaculaire (à la fin du XVIIIe siècle le niveau d'alphabétisation et de diffusion de l'imprimé était supérieur à celui atteint en France), mais aussi dans le cadre du développement des appareils d'État.

8 Par son origine récente et sa composition hétérogène, la bourgeoisie de talents se plaçait hors de la société d'ordres ne pouvant prétendre au statut de *Stand.* Par son existence même, elle la menaçait. Plus encore, cette catégorie, en expansion numérique, était consciente de sa supériorité culturelle, elle aspirait de plus en plus ouvertement à une reconnaissance sociale et politique que lui refusait la rigidité socio-institutionnelle de la société allemande. Elle n'admettait plus la négation de son existence par une société que la majorité de ses composantes regardaient encore comme une société d'ordres. En même temps, et de manière plus immédiate et plus prosaïque, elle était victime d'un manque de débouchés. Seule une minorité de diplômés dont le nombre augmentait pouvait accéder à des postes universitaires ou entrer dans le « service public » pourtant en extension ; pour beaucoup, la carrière obligée était le pastorat ou la cléricature. Les autres devaient pendant une longue partie de leur vie se contenter de postes précaires, mal rémunérés voire humiliants : ainsi les employés surnuméraires des appareils d'État ou les précepteurs, considérés comme des domestiques au même titre que le cocher ou le cuisinier ou le *Kappelmeister* [4].

9 Elle était en même temps en dehors des « communautés » fondées sur l'appartenance religieuse. Il lui fallait donc renforcer ses traits d'identité communs : la référence au discours universaliste des Lumières lui permit de transcender les frontières confessionnelles et fut un moyen de manifester sa volonté d'en finir avec le confessionnalisme qui était devenu plus un enfermement qu'une manière de pratiquer la tolérance.

10 Pour mieux comprendre la situation difficile de la bourgeoisie de talents, il importe de dessiner à grands traits, toujours schématiques, le profil, la silhouette plutôt, *des* bourgeoisies allemandes au XVIIIe siècle. En gros, deux catégories dominaient par leur pouvoir et leur nombre : la bourgeoisie patricienne et rentière qui tenait le pouvoir dans les villes, qu'elles fussent libres ou non, et la bourgeoisie traditionnelle. S'agissant de cette dernière, F. Kopitzsch [5] et Ute Frewert [6] ont montré qu'elle formait un groupe très conscient de lui-même et que cette conscience de soi était très largement informée par son attachement aux traditions. Elle entendait préserver son mode de vie, seul capable à ses yeux, de lui garantir aisance, honnêteté et respectabilité. Peu soucieuse d'élargir son champ d'action économique, elle souhaitait seulement conserver la place acquise, reconnue et garantie par la structure corporative qui était encore largement celle de la société allemande. Elle partageait là les valeurs de l'artisanat qualifié d'autant plus attaché à la structure corporative que celle-ci était menacée par le développement du grand commerce qui entraînait le développement

d'une bourgeoisie commerçante et négociante. Et ses activités économiques étaient d'autant plus mises en péril que la politique mercantiliste des États absolutistes éclairés semblait, aux yeux de cette bourgeoisie corporative, favoriser les négociants. De là, la peur de cette petite bourgeoisie traditionnelle devant une évolution économique où, entre autres facteurs d'inquiétude, une industrie rurale en croissance concurrençait avec de plus en plus de réussite les activités artisanales corporatives.

11 Le milieu des négociants allemands du XVIIIe siècle se caractérisait par deux traits : sa position essentielle dans la vie économique, que traduisait son essor numérique, et son rôle dans le jeu social et culturel qui restait marginal. Il va de soi que son poids numérique variait d'une ville à l'autre. E. François a observé que, si, dans trois villes – Durlach, dans le Pays de Bade, Nordlingen et Berlin –, les négociants formaient 3 % de la population, cette proportion était de 8 à 10 % dans les cinq villes de Rostock, Coblence, Augsbourg et Mayence et dépassait les 10 % à Francfort – 15 % – et Hambourg – 17 %. Mais les chiffres n'ont peut-être ici qu'un intérêt secondaire. Deux caractères principaux de ce milieu, mis en valeur par E. François, étaient son hétérogénéité et sa marginalité dans les villes où il exerçait son activité. Je ne retiendrai ici que ce dernier trait : à Berlin, Mayence et Cologne, le grand commerce était pour l'essentiel aux mains d'étrangers à ces villes et même à l'Allemagne ; et ces négociants appartenaient aux minorités confessionnelles qui peuplaient ces villes : catholiques dans les villes luthériennes, réformés ou luthériens dans les villes catholiques, juifs dans les villes où cohabitaient en proportions à peu près égales les fidèles des trois confessions chrétiennes. À Cologne, le groupe économiquement le plus dynamique était formé par des non-Allemands – wallons ou italiens – ou des Allemands réformés. À Francfort, ville officiellement luthérienne, la place des étrangers était tout aussi essentielle : wallons, italiens et allemands : mais ces derniers étaient catholiques ou calvinistes. Cela put les conduire à valoriser leur appartenance confessionnelle pour s'intégrer, sinon au milieu urbain du moins à une de ces communautés confessionnelles, s'éloignant en cela du comportement de la bourgeoisie de talents soucieuse d'effacer les divisions confessionnelles. La triple altérité que leur donnait leur activité économique, leur appartenance religieuse et leur condition d'étranger rendait la bourgeoisie traditionnelle plus que méfiante à leur égard. Ils étaient systématiquement tenus à l'écart du pouvoir politique dans les villes par un patriciat urbain jaloux de leur réussite et préoccupé par leurs éventuelles ambitions : cette volonté d'exclusion du patriciat urbain trouvait le soutien du monde des petits rentiers, de l'échoppe et de la boutique, pourtant lui aussi écarté depuis longtemps du pouvoir urbain. Lorsque les négociants n'étaient pas privés de tout pouvoir politique, ils en étaient dépendants. Je veux ici parler des grands États territoriaux qui les avaient souvent fait venir en échange de privilèges et d'avantages de toute nature : exemptions fiscales, liberté d'exercice d'un culte interdit aux sujets de cet état ; mais, en même temps, ces États contrôlaient leurs activités de manière plus ou moins stricte. Pour l'essentiel, cette bourgeoisie négociante devait son expansion économique et, parfois, sa promotion sociale aux politiques mercantilistes des États absolutistes, qu'ils soient éclairés ou non.

12 Plus rapidement que cette bourgeoisie négociante, la bourgeoisie de talents tenta de se faire reconnaître la place sociale qu'elle estimait être la sienne en créant des associations ou des clubs où elle exprima ses valeurs et ses conceptions de la vie sociale et culturelle construites à partir de certains thèmes de la Philosophie des Lumières. Après l'Angleterre et la France, c'est dans l'Allemagne du XVIIIe siècle que se diffusèrent le plus rapidement les sociétés de pensée. L'association – le *Verein* – devint le lieu particulier de rencontre de tous ceux qui partageaient les idéaux de la Philosophie des Lumières et entendaient les diffuser.

13 Le début du dernier tiers du XVIIIe siècle fut le grand moment de la multiplication à travers toute l'Allemagne des « associations » de toute sorte, aux buts les plus divers : sociétés de lecture, loges maçonniques et ce qu'on va appeler les *sociétés patriotiques* ; les années 1780 connurent une nouvelle vague de créations. Comme ailleurs, ces groupes étaient largement issus des académies et des sociétés savantes littéraires : réservées d'abord aux érudits, elles ne s'ouvrirent que progressivement à des individus intéressés par les discussions et les débats

qui pouvaient s'y mener sans pour autant participer directement au mouvement des idées par des publications personnelles.

14 C'est à partir de l'Allemagne du Nord que se diffusèrent ces associations. Hambourg joua un rôle capital dans la formation de réseaux de diffusion des idées nouvelles : c'est à Hambourg que fut créée en 1737 la première loge maçonnique ; c'est aussi à partir de Hambourg que se propagèrent les sociétés de pensée et les *sociétés patriotiques.* Dans les années 1770, une soixantaine de sociétés patriotiques se créèrent en Allemagne, qui fonctionnaient sur le modèle de celle de Hambourg. À Hambourg même, la société patriotique et les sociétés de lecture furent étroitement liées à la création en 1768 d'une académie de commerce fondée par le Professeur Busch : cas presque unique d'une participation directe des négociants au renouveau culturel. Dans les années 1780, les associations se multiplièrent dans l'Allemagne catholique.

15 Les formes prises par ces groupes de pensée furent aussi diverses que les noms qu'elles portèrent. Je ne retiendrai qu'un point : il ne faut pas valoriser à l'excès le rôle des loges maçonniques, toujours moins nombreuses que les autres sociétés de pensée, beaucoup d'*Aufklärer* refusant le secret, l'expression publique de la pensée étant pour eux une action. Les deux types de sociétés les plus courantes furent d'une part et surtout la société de lecture offrant à ses membres la possibilité de lire les publications et les journaux qui se multiplièrent alors en Allemagne, la feuille la plus connue étant *Das Patriot*, publiée à Hambourg, et, d'autre part, la *société patriotique* avant tout préoccupée de proposer des réformes concrètes.

16 Au-delà de leurs différences de préoccupation et de leur inégale implantation géographique, un point fondamental était commun à ces sociétés : elles prétendaient rassembler tous ceux qui partageaient les valeurs de l'*Aufklärung* sans considération sociale, professionnelle, corporative ni surtout confessionnelle. Par cette volonté, ces nouveaux espaces de discussions mettaient en question, mais de manière implicite, une société fondée sur la stricte division en *ordres* et plus encore peut-être ici sur la différenciation confessionnelle reconnue par la Constitution du Saint Empire, réformée après la guerre de Trente Ans, mais qui prévoyait la tolérance dans les seules villes libres où la parité confessionnelle était du reste reconnue seulement aux catholiques et aux luthériens, comme à Augsburg. Il fallut, par exemple, attendre l'année 1787 pour que la luthérienne Francfort reconnaisse officiellement des droits aux catholiques et aux calvinistes.

17 Mais, parce qu'elle ne voulait pas raviver les vieilles querelles confessionnelles, refusant même parfois tout débat sur la religion, ni les tensions sociales entre ses membres, la société de pensée plaçait au premier rang de ses objectifs le développement de l'autonomie de la conscience individuelle et situait de façon prioritaire le champ de sa critique sociale sur le terrain des comportements sociaux et moraux et des valeurs qui les fondaient.

18 Le thème essentiel des *Aufklärer* fut celui de la *Bildung* [7]. La *Bildung* n'était pas l'éducation telle qu'elle peut se mesurer à l'aune des diplômes obtenus et d'un type particulier de carrière ; elle était un processus continu de perfectionnement des talents de chaque individu par le développement de l'exercice critique de sa raison. U. Frewert la définit de façon particulièrement claire : « Au-delà des limitations imposées par le milieu familial et la société, les hommes et les femmes veulent et doivent se retrouver dans un monde intellectuel caractérisé par le libre jeu des idées et des sensations qui favorisent l'émotion et l'instruction réciproques. La sphère de la vie familiale et celle de la profession devaient rester à l'écart du monde ou n'y être évoquées que de façon générale de sorte que tous puissent perfectionner leur culture générale et cultiver les dimensions de leur individualité » [8]. Contrairement aux apparences, les *Aufklärer* ne fuyaient pas dans le monde éthéré des idées *;* ils considéraient au contraire que la *Bildung* était le meilleur moyen de transformer la société en une « association de citoyens organisés, libres et égaux ». Autrement dit, la transformation des rapports sociaux passait par une amélioration de l'individu, laquelle n'était possible que si le corps social adoptait les valeurs nouvelles. C'est aussi là qu'il faut chercher la dimension critique des Lumières allemandes. La *Bildung* était subversive en ce qu'elle entendait libérer les individus sur lesquels pesait la double tutelle de l'appartenance à un ordre et à une confession

19 Cela porte à reconsidérer le caractère apparemment modéré de la critique sociale des *Aufklärer*. On se gardera ici de confondre l'importance littéraire du *Sturm und Drang* et sa

représentativité. Certains de ses thèmes majeurs, tels celui du génie individuel en révolte contre une société qui le broie – *Les Brigands* – ou celui de l'amoureux victime de préjugés de caste, également traité par Schiller – *Cabale et Intrigue* –, ne sont pas ceux qu'on rencontre dans les critiques de la société formulées dans les sociétés de pensée. Il faut souligner que la bourgeoisie de talents eut plus tendance à attaquer le comportement de la bourgeoisie corporative traditionnelle que celui de la noblesse, en qui Garve, *Aufklärer* peu connu mais sans doute plus représentatif de cette bourgeoisie de talents que Lessing, Herder ou Schiller, voyait en 1792 un modèle de « la plus grande finesse de mœurs, de la sociabilité la plus raffinée et du meilleur ton »[9] ; il allait jusqu'à penser que la noblesse était la catégorie sociale la plus proche de l'idéal de perfection et d'universalité. À l'inverse, les sociétés de pensée stigmatisaient les valeurs étriquées, le comportement conservateur et l'attitude de repli frileux de la bourgeoisie traditionnelle. Pour elles, les vertus honorées par la grande majorité de la bourgeoisie n'étaient que de second ordre et lui interdisaient d'atteindre l'idéal d'universalité. Car elles estimaient que cette catégorie était la plus enfermée dans les prisons édifiées par la société d'ordres et l'appartenance confessionnelle. Et encore faudrait-il savoir s'ils parlaient de la noblesse réelle ou d'une noblesse rêvée, cette idéalisation permettant de mieux stigmatiser les valeurs et les modes de vie de la bourgeoisie traditionnelle.

20 Dans ces conditions, on peut se demander si les sociétés de pensée firent un grand effort pour s'ouvrir à d'autres catégories sociales que la bourgeoisie de talents et pour tenter un brassage social qui l'eût sortie de son isolement. Car elle était enfermée comme les autres groupes sociaux ; mais elle l'était en dehors de la société d'ordres. Importe moins ici le fait que les sociétés se créèrent à l'initiative de membres de la bourgeoisie de talents, de nobles éclairés ou de fonctionnaires que le fait qu'elles ne recrutèrent guère en dehors de ces groupes sociaux. Sur les 134 membres de la société de lecture de Trèves dans les années 1780, 100 étaient au service de l'Électeur alors qu'on ne comptait que 3 marchands. Entre 1787 et 1795, la société de lecture de lecture de Bonn eut 174 adhérents : 110 étaient au service de l'Électeur. On ne s'étonnera pas de l'absence des milieux populaires qui n'est point singularité allemande mais plutôt de celle, permanente, de la bourgeoisie traditionnelle et de celle, plus temporaire mais toujours minoritaire, des marchands et des négociants. On peut expliquer, à première approche, qu'à des cotisations élevées s'ajoutaient des exigences culturelles élitistes, plus ou moins explicites, qui interdisaient l'accès des membres de la bourgeoisie ordinaire à ces sociétés de pensée. Mais les négociants, après avoir été longtemps exclus de la vie culturelle, à moins qu'ils ne s'en soient pas volontairement exclus, comme le montre le faible nombre de les négociants abonnés aux journaux qui diffusaient les thèmes de l'*Aufklärung*, commencèrent, vers la fin du siècle, à entrer dans ces associations de type nouveau. Il y a évidemment l'exception, attendue, de Hambourg où, dès les années 1750, le monde du négoce joua un rôle essentiel dans la vie intellectuelle. Mais ailleurs, ce n'est qu'à la fin du XVIIIe siècle, mais avant la Révolution française que les négociants commencèrent, et de façon assez timide, à adhérer à ces nouvelles sociétés. Et, plus que les sociétés de lecture, ce furent les loges maçonniques qui attirèrent les négociants. À Cologne, la *loge du secret de trois rois* vit se côtoyer, sans distinction confessionnelle, fonctionnaires électoraux, nobles, hommes de loi, chanoines et négociants.

21 Il reste un problème, décisif : les thèmes universalistes adoptés par les sociétés de pensée mettaient en cause et menaçaient à terme les valeurs qui légitimaient encore le fonctionnement de la société allemande dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Mais suffit-il qu'un discours ait une dimension critique pour qu'il rallie les mécontents de l'ordre social ? Or la question qui me semble essentielle est précisément de savoir si les thèmes universalistes étaient recevables au-delà du cercle étroit des juristes, des fonctionnaires, de nobles éclairés, très minoritaires dans leur groupe, et de quelques négociants cultivés. On peut formuler le problème de façon plus précise : les thèmes universalistes répondaient-ils aux attentes de certaines catégories sociales en difficulté ou en crise, d'autant plus qu'elles étaient souvent persuadées – ou s'étaient laissé persuader – que cette situation de difficulté ou de crise avait son origine dans l'évolution de la société allemande qu'approuvaient ou souhaitaient les *Aufklärer* ? Dès lors, la bourgeoisie de talents s'est-elle complue dans une attitude d'isolement, assez proche d'un sentiment de

supériorité ou l'attitude des autres catégories sociales à son égard l'a-t-elle condamnée à l'isolement ? Cette perception de la réalité qui était celle de la majorité de la noblesse, de la bourgeoisie traditionnelle et sans doute de la masse de la paysannerie, était renforcée par le fait que beaucoup d'*Aufklärer* appartenaient à la noblesse de fonction ou étaient des fonctionnaires roturiers, ces deux groupes voulant avant tout servir les intérêts de l'État. À l'opposé, la plupart des nobles restaient attachés à la défense de leur(s) privilège(s) et aux principes qui légitimaient leur pouvoir et leur influence. Or, pour cette majorité de la noblesse, la politique des États absolutistes éclairés *semblait* menacer ses positions dans la mesure où elle entendait se fonder sur les valeurs de l'utilité sociale et du mérite lesquelles s'opposaient à celles de la noblesse enracinées dans la tradition et l'histoire. Que cette crainte ait été largement dépourvue de fondement importe ici assez peu puisque je me préoccupe plus de la perception de la réalité que de la réalité elle-même.

22 Ce qui vient d'être dit n'étonnera pas. Plus digne d'intérêt, l'attitude de la bourgeoisie rentière et de l'artisanat, catégories en partie victimes de l'évolution économique du siècle. Or, au lieu de se dresser contre l'ordre social, elles le défendirent avec acharnement. On a vu plus haut comment les activités de l'artisanat traditionnel étaient mises en péril par celles des négociants, que soutenaient les États absolutistes éclairés, lesquels ne voulaient certes pas abandonner le système corporatif mais en même temps encourageaient les activités négociantes dans une perspective mercantiliste. Le conflit entre le monde de l'artisanat et celui du négoce, purement économique à l'origine, se transforma en conflit de valeurs : contre les idées de rationalité, de progrès économique et de liberté d'entreprendre, mises en pratique par les négociants et théorisées par les *Aufklärer*, le monde de l'artisanat traditionnel défendit ce qui fondait en partie les règles de sa production, l'honneur et la subsistance. Quant à la bourgeoisie rentière, elle répondit aux diverses menaces qui pesaient sur ses positions acquises, particulièrement dans les villes libres, de deux façons : la défense des vieilles institutions urbaines d'une part et, d'autre part, la défense des valeurs religieuses puisque, pour les bourgeois appartenant dans telle ou telle ville à la confession dominante – du moins à celle qui dominait en 1648 –, l'appartenance confessionnelle garantissait le monopole du pouvoir urbain alors que, pour les bourgeois appartenant à une confession minoritaire et donc exclus du pouvoir, l'affirmation de cette appartenance était un moyen de manifester leur existence et leur cohésion. Il était alors difficile aux uns comme aux autres d'entrer dans des sociétés de pensée qui voulaient abolir les différences confessionnelles. La bourgeoisie traditionnelle trouva ici l'appui du monde artisanal pour qui l'appartenance confessionnelle était un des traits qui, selon lui, fondaient son identité.

23 Le contenu des bibliothèques, analysée par R. Schlögl, dans les trois villes de Cologne, d'Aix-la-Chapelle et Münster permet de mesurer l'isolement culturel relatif de la bourgeoisie de talents et de « l'élite de fonction » : dès 1760, les bibliothèques de ces deux groupes sociaux, mais aussi de la bourgeoisie du négoce, étaient très majoritairement composées de livres profanes, traitant avant tout des Sciences de la nature, de l'Histoire et de la Politique. Ce n'est qu'à partir de 1780 que les bibliothèques de la noblesse puis de la petite bourgeoisie connurent la même transformation. En revanche, dans les bibliothèques, de petite taille, possédées par les artisans, neuf livres sur dix restaient de contenu religieux dans les années 1780-1800. De la même façon, dans ces trois villes, ce sont les membres de la bourgeoisie de talents, de « l'élite de fonction » et du monde des entrepreneurs négociants qui furent les premiers à ne plus demander de messes *de mortuis* dès le début de la seconde moitié du XVIIIe siècle, alors que la noblesse attendit les années 1760 et surtout 1780 pour le faire [10].

24 La paysannerie fut aussi entraînée dans le mouvement d'opposition aux valeurs nouvelles malgré ou à cause de la dégradation de ses conditions de vie qu'expliquent la croissance démographique qui morcelle les exploitations et la hausse des prix qui appauvrit tous ceux qui ne disposent que d'un maigre surplus commercialisable dans les bonnes années mais qui doivent acheter leurs subsistances dans les mauvaises années. En même temps, la paysannerie dut supporter la hausse du prélèvement féodo-seigneurial *et* de l'impôt. Or, ce qui frappe, c'est que l'hostilité à la hausse de la pression fiscale l'emporta : sans doute parce que ce phénomène était nouveau mais aussi parce que l'État absolutiste éclairé ne se contentait pas de demander

de plus en plus d'argent mais entendait aussi renforcer son contrôle sur la population rurale et surtout modifier ses comportements religieux.

25 Il y eut donc exacerbation des antagonismes sociaux : mais il ne dressa pas les *dominés* contre les *dominants* mais tous ceux, *dominés* et partiedes *dominants,* qui étaient ou se croyaient victimes de l'évolution économique et sociale, à ceux qui, par leur pratique et leur discours, se montraient favorables à cette évolution et souhaitaient l'accélérer.

26 Il faut ici revenir sur le rôle d'un acteur décisif dans la configuration sociale que j'ai très brièvement décrite plus haut : l'État absolutiste éclairé. Car ce sont largement son action réformatrice et surtout les valeurs qui la légitimaient qui expliquent la constitution d'un rassemblement de groupes sociaux aux intérêts matériels antagonistes. En les fondant sur certains principes défendus par la bourgeoisie de talents et en soutenant l'activité négociante, les réformes entreprises par l'Absolutisme éclairé pouvaient donner l'impression de favoriser deux catégories sociales qui, par leur existence même, mettaient en danger l'ordre traditionnel.

27 On est fort éloigné de la question de savoir si le discours des sociétés de pensée fut un discours de rupture ou une fuite dans l'universel abstrait. Ce qui importe, c'est que ce discours fut perçu comme une menace contre un capital symbolique commun à des groupes sociaux dont les intérêts étaient contraires. On comprendra ainsi peut-être mieux pourquoi c'est la politique religieuse de l'absolutisme éclairé, en particulier sa proclamation de la tolérance et, dans les pays Habsbourg, la volonté de Joseph II d'imposer une rupture avec la religiosité traditionnelle, qui furent particulièrement rejetées. Car l'attachement à une confession et, plus encore la façon de dire cet attachement par les gestes étaient un *marqueur d'identité* essentiel et surtout commun à des groupes sociaux divers et opposés : il ne faut pas oublier ici que l'histoire singulière du monde germanique avait « enfermé » les individus dans leur confession et par conséquent contribué à en faire un élément constitutif d'identité. On comprendra peut-être aussi pourquoi le fonctionnaire fut la cible de tous les tenants de la tradition, qu'ils soient princes d'Empire ou petit paysan tyrolien. Il personnifiait pour tous la place et le poids croissants de l'État : pour le paysan, il était celui qui levait un impôt accru et en même temps ordonnait la suppression de certaines processions ; pour le noble, il représentait la prétention d'un État soucieux d'accroître son pouvoir direct sur ses sujets, semblant donc vouloir concurrencer le pouvoir nobiliaire, tout en laissant entrevoir la possibilité de fonder une société où les positions sociales ne seraient plus héritées mais acquises par le talent et le mérite. Or, c'est ce même fonctionnaire qui incarnait avec le plus de vigueur les valeurs de la « modernité » comme le prouve sa forte présence dans les sociétés de pensée. À travers le fonctionnaire, c'était non seulement la politique de l'Absolutisme éclairé qui était visée mais aussi les valeurs de l'*Aufklärung*.

28 Conclure ? Finalement le plus important est, en premier lieu de souligner l'isolement, réel et intellectuel, de la bourgeoisie de talents en Allemagne, situation qui l'a conduite à soutenir l'effort, mené par en haut, « pour le peuple mais sans le peuple » (Joseph II), de modification de certaines valeurs de comportement. On dira qu'elle s'est refusée à poser la question de la transformation des conditions sociales réelles ou plutôt qu'elle a vu dans la *Bildung* le moyen de cette transformation et on qualifiera donc cette attitude d'« idéaliste ». Mais je répète que cette manière de formuler les problèmes historiques n'est pas de bonne méthode. Il vaut mieux souligner en second lieu que la résistance des milieux bourgeois traditionnels, de la masse paysanne et du monde de l'artisanat à la politique de l'Absolutisme éclairé ont empêché la bourgeoisie de talents de conquérir une position d'hégémonie sur ces catégories ; au contraire, ces résistances ont renforcé la position hégémonique des intermédiaires culturels traditionnels, tel le clergé, surtout catholique. Et cette impuissance la porta plus encore à soutenir la politique absolutiste éclairée dont l'échec fut aussi le sien. Les effets de la Révolution française devaient bouleverser les positions et les attitudes et produire des Forster comme des Metternich.

Notes

1 J'utilise ici la notion d'identité pour faire court en précisant qu'elle ne va pas de soi et pose plus de questions qu'elle n'en résoud.

2 Sur ce point la référence majeure est le chef-d'œuvre d'E. François, *Protestants et catholiques en Allemagne*, Paris, 1993, 391 p.

3 R. Capa, « Le fonctionnaire » dans *L'homme des Lumières*, publié sous la direction de M. Vovelle, Paris, 1997.

4 Ce fut le cas de Hölderlin : mais il fut précepteur par refus d'être pasteur. Sur les précepteurs, figure littéraire majeure du siècle, dont la condition fut, entre autres, décrite par S. Lenz dans un drame portant ce titre, une étude d'ensemble serait à faire, de Madrid à Saint-Pétersbourg.

5 F. Kopittzisch, « Esquisse d'une histoire sociale de l'*Aufklärung* en Allemagne »,dans *La Révolution, la France, l'Allemagne,* Paris, 1989, p.349—366.

6 U. Frewert, « Plus riche d'idées que de réalisations ? La bourgeoisie allemande, 1780-1820 », *ibid.,* p. 253—280.

7 Thème si important qu'il donne naissance à un genre littéraire, le *Bildungsroman*.

8 U. Frewert, *op. cit.*, p. 270.

9 Cité dansU. Frewert, *op. cit.,* p. 274.

10 R. Schlögl, *Glaube und Religion in der Säkuliesierung*, Oldenburg-Mûnchen, 1995.

Pour citer cet article

Référence électronique

Philippe Goujard, « Les *Aufklärer* : « misère allemande » ou impuissance structurelle ? », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 86 | 2002, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 15 novembre 2013. URL : http://chrhc.revues.org/1717

Référence papier

Philippe Goujard, « Les *Aufklärer* : « misère allemande » ou impuissance structurelle ? », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 86 | 2002, 101-112.

À propos de l'auteur

Philippe Goujard
Université de Rouen

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumé

Philippe Goujard propose ici une interprétation globale de la signification comparée des Lumières françaises et allemandes. L'auteur fait retour sur une lecture traditionnelle qui met en avant la faiblesse de la critique sociale des Lumières allemandes, suspectes d' « idéalisme ». Pour comprendre la différence d'impact social entre Lumières françaises et Lumières allemandes, il propose une interprétation qui s'appuie sur l'analyse sociale des sociétés allemandes du XVIIIe siècle, multiples, diverses mais présentant aussi bien des traits communs. Il insiste notamment sur l'importance du morcellement territorial et juridique des États allemands, de l'appartenance confessionnelle dans l'ensemble de ces sociétés, sur les liens entre *Aufklärung* et noblesse, sur l'étroitesse de la bourgeoisie de talents, sur l'alliance de l'artisanat et de la bourgeoisie marchande autour de l'idée de conservation de l'ordre ancien. Il montre le poids des représentations, qui autour de « marqueurs d'identité », amène des dominants et des dominés à converger vers les mêmes positions de refus de l'*Aufklärung* et à tenir globalement pour hostiles l'ensemble de ceux qui veulent transformer la société, bourgeoisie éclairée et État moderne.

Entrées d'index

Mots-clés : bourgeoisie, conservatisme, idéalisme, Lumières, révolution
Géographie : Allemagne
Chronologie : XVIIIe siècle